



## PIB Mayotte 2011

### Une économie en rattrapage soutenue par la dépense publique

**P**our l'année 2011, le produit intérieur brut (PIB) de Mayotte est estimé à 1,6 milliard d'euros. Il augmente très rapidement depuis 2005. Cependant le PIB par habitant, qui s'établit à 7 900 euros, reste encore très éloigné de celui de la France métropolitaine ou de La Réunion. La dépense de consommation finale des administrations est son principal contributeur (62 % du PIB), suivie de la consommation finale des ménages. Celle-ci est dynamisée par la hausse des rémunérations versées par les administrations publiques, qui doublent entre 2005 et 2011 du fait principalement d'une hausse des effectifs. Le rattrapage du Smig vers le Smic national ou l'extension de droits sociaux contribuent également à l'amélioration du niveau de vie des ménages. Le commerce extérieur, très déficitaire, impacte négativement le niveau de PIB. La contribution des entreprises à la valeur ajoutée créée dans l'économie mahoraise reste très faible.

Lore Le Pabic, Christian Monteil (Insee)

Le produit intérieur brut (PIB) de Mayotte est estimé à 1 575 millions d'euros en 2011 (*figure 1*). Il progresse de 65 % en monnaie courante par rapport à 2005 (*méthode*). La croissance est ainsi particulièrement dynamique entre 2005 et 2011, le PIB ayant augmenté en moyenne de 8,7 % par an, soit nettement plus rapidement qu'au niveau national (+ 1,0 %) ou à La Réunion (+ 4,4 %).

Le PIB par habitant atteint 7 900 euros en 2011. En valeur, il augmente en moyenne de 5,8 % par an depuis 2005, où il s'élevait à 5 550 euros.

Malgré cette forte augmentation, le PIB par habitant reste très éloigné du niveau national (4 fois plus élevé) ou de La Réunion (2,4 fois plus élevé).

#### Les dépenses des administrations publiques portent la croissance

La consommation des administrations représente près des deux tiers du PIB (62 %), soit nettement plus qu'à La Réunion (37 %) ou qu'au niveau national (26 %) (*figures 2 et 3*).

Plus de la moitié de l'augmentation du PIB entre 2005 et 2011 résulte de l'accroissement des dépenses de consommation finale des administrations publiques (APU) (*définitions*). Elles augmentent de 360 millions d'euros durant cette période. Ces dépenses progressent notamment suite à l'implantation de nouvelles administrations telles que la Chambre de métiers (2006) ou la Caisse

d'allocation chômage, remplacée progressivement par Pôle emploi. Dans le même temps, le nombre de fonctionnaires payés par l'État, hors défense, a plus que doublé, passant de 3 300 en 2005 à 7 400 en 2011. L'augmentation des prestations sociales en nature (*définitions*) contribue à la hausse des dépenses des APU.

Malgré une augmentation rapide, le niveau de la dépense de consommation finale des administrations par habitant (4 900 euros) est encore très éloigné de celui de La Réunion (6 200 euros en 2010) et du territoire national (7 500 euros en 2011). En effet, le système administratif est encore en cours de construction à Mayotte. Ainsi, la

## 1 Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 65 % entre 2005 et 2011

Le PIB et ses composantes à Mayotte - Estimation par la moyenne des approches ressources et emplois

|                                                     | 2011                  |             | 2005                  |             | Évolution 2011/2005 |
|-----------------------------------------------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------------|
|                                                     | (en millions d'euros) | (part en %) | (en millions d'euros) | (part en %) | (en %)              |
| Valeur ajoutée (VA) administrations publiques (APU) | 813                   | 52          | 446                   | 46          | 82                  |
| VA ménages purs                                     | 165                   | 11          | 95                    | 10          | 74                  |
| VA des entreprises individuelles                    | 187                   | 12          | 134                   | 14          | 40                  |
| VA des sociétés (financières et non-financières)    | 348                   | 22          | 228                   | 23          | 53                  |
| Subvention sur produit moins impôts sur produits    | - 42                  | - 3         | - 73                  | - 7         | -42                 |
| <b>PIB approche ressources (1)</b>                  | <b>1 556</b>          | <b>100</b>  | <b>976</b>            | <b>100</b>  | -                   |
| Dépense de consommation finale des administrations  | 990                   | 62          | 629                   | 67          | 57                  |
| Consommation finale locale des ménages              | 819                   | 51          | 414                   | 44          | 98                  |
| Formation brute de capital fixe (FBCF)              | 246                   | 15          | 213                   | 23          | 15                  |
| Solde échange avec l'extérieur <sup>1</sup>         | - 460                 | - 29        | - 324                 | - 35        | 42                  |
| <b>PIB approche emplois (2)</b>                     | <b>1 595</b>          | <b>100</b>  | <b>932</b>            | <b>100</b>  | -                   |
| <b>PIB (moyenne 1 et 2)</b>                         | <b>1 575</b>          | -           | <b>954</b>            | -           | 65                  |

1. Biens et services. Seuls les services touristiques sont comptabilisés dans les services.

Source : Insee, comptes économiques.

dépense publique devrait continuer à croître dans les prochaines années, que ce soit par l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique ou par celle des prestations sociales.

Avec 819 millions d'euros en 2011, la consommation finale locale des ménages (*définitions*) représente la moitié du PIB. Son niveau a doublé depuis 2005 et contribue à 61 % de l'augmentation du PIB. L'accroissement du revenu disponible des ménages (*définitions*) explique cette progression de la consommation. Il a été multiplié par deux durant cette période, passant de 604 millions d'euros à 1 136 millions d'euros.

### Les salaires des administrations publiques ont doublé

Depuis 2005, le revenu est porté par la hausse des rémunérations versées par les administrations publiques, qui doublent sur la période en lien avec la croissance des effectifs. Ces rémunérations représentent à elles seules 75 % des rémunérations totales reçues par les ménages, soit nettement plus que dans les autres départements d'outre-mer : 43 % à La Réunion par exemple, 25 % en France.

L'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) contribue également à cette hausse des salaires. Ainsi, le Smig brut passe de 647 euros par mois pour un temps plein au 1<sup>er</sup> janvier 2005 à 1 087 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit une augmentation de 68 % en six ans. Le Smig mahorais est revalorisé chaque année, pour s'aligner à terme sur le Smic national. Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, il représentait 71 % du Smic national.

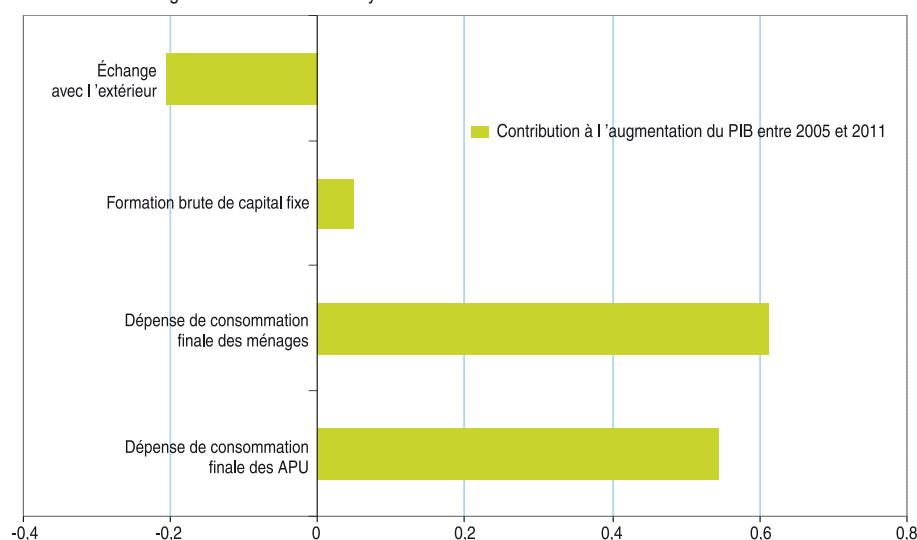
La mise en place ou l'extension des droits sociaux (assurance chômage, retraite, etc.) contribue également à l'amélioration du

niveau de vie des ménages. La part des transferts sociaux dans le revenu disponible brut (RDB) a progressé, s'établissant à 8 % en 2011, contre 5 % en 2005. L'installation progressive des organismes de protection sociale (CAF en 2002 par exemple) a permis le développement des prestations familiales, d'assurance maladie, chômage ou vieillesse. Mais la part des transferts sociaux reste nettement inférieure à celle de La Réunion (28 % en 2010) ou de la France (33 % en 2011). Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les ménages mahorais bénéficient du revenu de solidarité active (RSA). Son montant, de 119 euros lors de sa mise en place, était quatre fois moins élevé qu'au niveau national. Il est revalorisé chaque année et atteint 255 euros pour une personne seule en septembre 2014, soit la moitié du RSA national. Le développement

de ces prestations sociales contribue à l'accroissement des dépenses des ménages. À l'échelle individuelle, le RDB par habitant atteint 5 500 euros en 2011, soit 60 % de plus qu'en 2005. Compte tenu de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), de 18 % entre 2005 et 2011, le pouvoir d'achat par habitant augmente en moyenne de 35 %. Le RDB par habitant reste cependant nettement inférieur à celui de La Réunion, qui est trois fois plus élevé. La dépense de consommation par habitant a progressé de 60 % depuis 2005. Elle s'élève à 4 430 euros, soit un quart de la dépense de consommation moyenne des Français et un tiers de celle des Réunionnais. La dépense de consommation par habitant comprend d'une part la consommation finale locale des ménages à Mayotte et d'autre part les dépenses des Mahorais à l'extérieur de Mayotte.

## 2 La consommation finale des ménages contribue à plus de la moitié de l'augmentation du produit intérieur brut (PIB)

Contributions à l'augmentation du PIB à Mayotte entre 2005 et 2011



Source : Insee, comptes économiques.

## L'investissement augmente faiblement

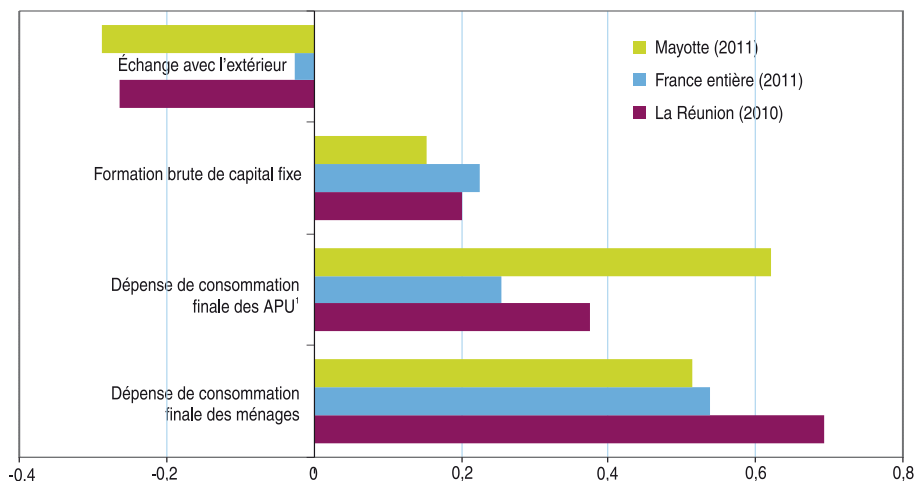
Avec un montant de 246 millions en 2011, l'investissement ne représente que 15 % du PIB à Mayotte, soit nettement moins qu'au niveau national (25 %). Il n'augmente que de 15 % en valeur depuis 2005. L'investissement ne progresse pas de la même manière pour tous les acteurs économiques. Il a doublé entre 2005 et 2011 pour les ménages et les entrepreneurs individuels. Il s'agit essentiellement de construction de logements neufs, accompagnant l'augmentation de la population et d'amélioration du type de bâti. Dans le même temps, l'investissement reste quasiment stable pour les sociétés. L'année 2011 a été marquée par un long conflit social contre la vie chère qui a paralysé l'activité économique pendant 43 jours, limitant probablement les investissements.

Enfin, l'investissement des administrations recule de 6 %. Cette baisse s'explique en partie par les difficultés financières du Département en 2011. Par ailleurs, l'investissement de l'État et de l'hôpital augmente de 13 millions d'euros entre 2005 et 2011, mais leur poids en 2011 reste faible au regard de celui du Département.

La dernière composante du PIB est le commerce extérieur. Comme la plupart des économies insulaires, Mayotte importe plus de biens qu'elle n'en exporte : pour un euro exporté, dix huit euros sont importés. Le déficit des échanges avec l'extérieur est de 460 millions d'euros en 2011, en augmentation depuis 2005 ; il diminue d'autant le niveau du PIB. Le montant total des importations de biens, y compris les dépenses des Mahorais à l'extérieur du territoire, croît de 128 millions d'euros entre 2005 et 2011. Cette progression résulte de la forte croissance de la consommation des ménages.

## 3 Les dépenses des administrations représentent 60 % de la richesse créée

Décomposition du produit intérieur brut (PIB)



1. Administrations publiques (APU) et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Source : Insee, comptes économiques.

## La valeur ajoutée des sociétés reste faible

En 2011, les sociétés non financières dégagent une valeur ajoutée (VA) de 313 millions d'euros, soit 50 % de plus qu'en 2005. Leur part dans la valeur ajoutée totale reste très faible. Elles génèrent seulement 20 % de la valeur ajoutée totale, loin des niveaux nationaux (57 %) ou réunionnais (35 %).

La valeur ajoutée des administrations publiques est estimée à 813 millions d'euros en 2011. Elle progresse fortement de 82 % depuis 2005. Elle représente plus de la moitié de la valeur ajoutée dégagée à Mayotte, soit une part nettement plus importante qu'au niveau national (18 %). À Mayotte, la forte contribution des administrations à la valeur ajoutée totale n'est pas due à un poids excessif de l'administration publique, au regard des standards nationaux, mais à la trop faible part des entreprises dans la production économique. En

effet, la proportion de fonctionnaires est inférieure à celle de France métropolitaine : moins de 6 emplois publics pour 100 habitants à Mayotte contre 7,2 % en métropole. Les ménages, y compris les activités d'entrepreneur individuel, contribuent au quart de la valeur ajoutée de Mayotte (352 millions en 2011). Environ la moitié de la valeur ajoutée provient du service de logement (loyers réels ou imputés) et des services domestiques des ménages (*définitions*). L'autre moitié provient des activités d'entrepreneurs individuels dans l'agriculture, l'artisanat ou le commerce. La part des ménages dans la valeur ajoutée est comparable à celle du niveau national.

Enfin, le secteur financier (banque et assurance) occupe une part encore très limitée dans l'économie mahoraise. Il ne contribue qu'à 2 % de la valeur ajoutée à Mayotte contre 5 % au niveau national. En effet, une part encore importante de la population mahoraise ne fait appel ni au secteur bancaire, ni aux assurances privées. ■

## Une économie à mi-chemin entre les pays du Nord et du Sud

Bien qu'encre très éloigné du niveau national ou de celui de La Réunion, le PIB par habitant de Mayotte est proche des îles les plus riches de l'océan Indien (*figure 4*). Il se situe toujours derrière les Seychelles, mais est désormais talonné par Maurice qui a connu une très forte croissance entre 2005 et 2011. Les caractéristiques de l'économie mauricienne sont très différentes, notamment le poids de la dépense de consommation finale des administrations publiques qui ne représente que 13 % du PIB.

Cependant la richesse par habitant de Mayotte est considérablement plus élevée que ses deux plus proches voisins. Elle est dix fois supérieure à celle des Comores et vingt fois supérieure à celle de Madagascar, qui font partie des pays les plus pauvres du monde.

## 4 Le produit intérieur brut (PIB) mahorais se rapproche de celui de Maurice

PIB par habitant en 2005 et 2011 (euros courants)

|                | 2011              | 2005         |
|----------------|-------------------|--------------|
|                | (en euros par an) |              |
| France         | 31 356            | 27 810       |
| La Réunion     | 18 914            | 15 480       |
| Seychelles     | 10 317            | 7 130        |
| <b>Mayotte</b> | <b>7 896</b>      | <b>5 200</b> |
| Maurice        | 7 449             | 3 840        |
| Afrique du Sud | 6 667             | 3 520        |
| Comores        | 742               | 480          |
| Kenya          | 695               | 380          |
| Tanzanie       | 452               | 260          |
| Mozambique     | 435               | 210          |
| Madagascar     | 387               | 230          |

Sources : Insee, comptes économiques nationaux et régionaux, Cerom ; ONU, World development indicators.

## Méthode

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur économique qui permet de mesurer la richesse produite sur un territoire sur une période donnée.

À Mayotte, il est calculé à partir de la moyenne de deux estimations : par les emplois (consommation finale, investissement et commerce extérieur) et par les ressources (valeurs ajoutées). L'estimation du PIB de 2011 sera révisée lorsque seront calculés les comptes économiques définitifs. Ces comptes ne peuvent pas encore être établis pour Mayotte, l'information nécessaire, notamment les résultats des enquêtes auprès des entreprises, n'étant pas encore disponible.

Ainsi, l'ancienne estimation du PIB 2005 qui donnait un montant de 912 millions d'euros a été révisée à 954 millions d'euros, grâce à la disponibilité de nouvelles données et en raison d'une amélioration de la méthode. En particulier, le compte des ménages a été calé sur les enquêtes Budget de famille 2005 et 2011 pour la structure de la consommation des ménages.

### Les comptes économiques et le passage de Mayotte en RUP

La production de données macroéconomiques est une obligation européenne régie par le règlement 549/2013 qui s'impose aux régions ultrapériphériques (RUP). Le PIB par habitant est en effet le critère principal d'éligibilité au fonds de convergence pour le rattrapage des régions en retard de développement.

## Définitions

Les **dépenses de consommation finale des administrations publiques** regroupent les dépenses collectives et individuelles des administrations publiques.

Les **dépenses collectives** de consommation des administrations publiques correspondent aux fonctions souveraines (ou fonctions régaliennes, ou encore fonctions d'administration générale) des administrations : justice, défense, police, etc. En effet, on ne peut pas attribuer le bénéfice de ces services publics à un ou des ménages en particulier (contrairement au service public de santé par exemple) : ils profitent à la collectivité dans son ensemble.

Les **dépenses de consommation individuelle** des administrations publiques recouvrent les dépenses dont le consommateur effectif est identifiable et dont le bénéfice ultime revient aux ménages : dépenses d'éducation et de santé pour l'essentiel, mais aussi de culture, d'aides au logement, etc.

Les **dépenses de consommation finale locale des ménages** comprennent les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins sur le territoire mahorais. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.).

La consommation finale locale des ménages inclut la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elle inclut également les loyers imputés qui sont les services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement et qu'ils se versent fictivement à eux-mêmes.

La **dépense totale de consommation finale** des ménages comprend outre la consommation finale locale, les dépenses des Mahorais à l'extérieur de Mayotte.

Les **prestations sociales** sont des transferts aux ménages, en espèces ou en nature, qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins.

Les **prestations en espèce** (pensions de retraite, allocations familiales, RMI, allocations chômage, etc.) peuvent être dépensées librement par leur bénéficiaire. Les **prestations en nature** (remboursements de soins ou de médicaments, allocation logement etc.) sont destinées à rembourser une dépense particulière bien identifiée et justifiée.

Le **revenu disponible brut** des ménages comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

En comptabilité nationale, le **service de logement des ménages** propriétaires est évalué comme étant égal au loyer qu'il aurait dû payer pour un bien équivalent ; on parle dans ce cas de loyers imputés. Le service de logement est la somme des loyers versés par les locataires aux propriétaires individuels ajoutés aux loyers imputés. Les **services domestiques** sont valorisés s'ils sont faits par des personnes salariées et contribuent ainsi à l'augmentation de la valeur ajoutée. *A contrario*, le fait de faire soi-même son ménage n'est pas valorisé et n'a donc aucun impact sur la valeur ajoutée.

#### Insee Mayotte

Centre d'affaires de Kawéni

BP 1362

97600 Mamoudzou

#### Directrice de la publication :

Valérie Roux

#### Rédactrice en chef :

Claire Grangé

#### Maquettiste :

Jocelyne Damour

ISSN : 2275-4555

© Insee 2014

## Pour en savoir plus

- « Bilan économique de La Réunion en 2013 : la croissance reste faible », *Insee Dossier Réunion* n° 1, 2014.
- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « Les comptes de la nation en 2013 : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, 2014.
- Graciet V., « PIB à Mayotte en 2009 : une croissance dynamique mais un retard à rattraper », *Insee Mayotte Infos* n° 55, 2011.

